

Monsieur Vesque insinue que je ferais partie de la " cinquième colonne " de Milosevic, et voudrait même m'accuser de crimes de guerre. Cela ne m'empêche pas de dormir, mais si dans mon article j'ai pu laisser planer le moindre doute en ce qui concerne ma condamnation des crimes commis envers les kosovars albanais, je le regrette sincèrement. On a toujours tort de ne pas dire les choses qui paraissent évidentes.

Le principal objet de ma contribution était cependant d'évaluer l'impact du coup de massue de l'OTAN sur les chances de faire appliquer les droits de l'homme, et de dénoncer le *deux poids, deux mesures*, dénonciation qui constitue le fil rouge de l'attitude de *forum* envers cette guerre.

Monsieur Vesque place le bombardement de la Serbie dans le contexte du problème du droit d'ingérence et de l'intervention humanitaire. C'est un problème complexe, sur lequel j'aurais du mal à donner une opinion tranchée, dans un sens ou dans l'autre. M. Vesque en a une, et Tadeusz Mazowiecki lui a apporté son soutien. L'idée d'une ingérence codifiée (je la souhaiterais aussi graduelle) sonne juste, mais l'action de l'OTAN, foulant aux pieds les codifications existantes de l'ONU, nous en a-t-elle rapprochés ? Je me souviens qu'en 1991 la guerre du Golfe aussi devait amener le règne d'un Nouvel Ordre Mondial, un ordre du Droit. Demandez donc aux Palestiniens, aux Rouandais, aux Bosniaques et à tant d'autres s'ils s'en sont aperçus.

Que l'Europe puisse jouer un rôle de pionnier en la matière est une raison d'espérer, mais pas n'importe quelle Europe. D'où mon inquiétude de voir justement Solana, secrétaire général de l'OTAN, nommé responsable de la politique étrangère et de la sécurité commune. Encore faudrait préciser si la Turquie, membre de cette même OTAN, fait partie de ce " devant notre porte " où on souhaite s'ingérer, " y compris par les armes " ! ?

Comme tant d'autres, M. Vesque attendait, après les charniers des années précédentes, une " action du monde civilisé ". Or l'adhésion à la solution simple de *punir les méchants* ne peut s'expliquer que par un manque d'information, notamment sur le précédent bos-

das Recht die Macht (Nr. 2)

niaque. Les bourreaux du conflit bosniaque n'étaient pas seulement serbes et les victimes pas seulement musulmanes (il n'y a qu'à lire le rapport de M. Mazowiecki même). Dans une guerre civile entre nationalismes, même si l'asymétrie des moyens conduit à une asymétrie dans les violations des droits de l'homme, si action il doit y avoir, elle doit être d'imposer le respect du droit à toutes les parties. Le grand public est d'ailleurs en train d'apprendre révélation après révélation, que depuis les débuts de l'UCK, le Kosovo était le théâtre d'une telle guerre civile asymétrique.

Au contraire, une certaine propagande, dont M. Vesque se fait l'écho, a cherché à diaboliser le peuple serbe dans son ensemble. Les soi-disant leçons de l'histoire servent à faire taire, à coups d'analogies douteuses, toute critique de l'action de l'OTAN. Quand on regarde de plus près, les leçons ne sont pas aussi simples à tirer : Fallait-il être " souverainiste " en 38 mais pas en 99 ? Fallait-il intervenir militairement dès 1933 resp. 1989, quand a commencé l'oppression contre les Juifs resp. les Albanais ? L'histoire de la coalition anti-Hitler qui a remporté la seconde guerre mondiale est complexe, et s'il y a une leçon à en tirer, c'est celle de ne pas se fier aux puissants, qui ne poursuivent que leurs intérêts : Franco qui, en matière de crimes, surclasse largement un Milosevic, a très bien survécu au triomphe de la civilisation sur le fascisme ... Et pour ce qui est du cynisme de Goebbels que M. Vesque retrouve chez Milosevic, à condition de ne pas être borgne, on peut le trouver aussi chez Mme Albright qui déclare que malgré les nombreux enfants irakiens morts à cause de l'embargo, " ça en valait bien la peine ".

Venons-en aux négociations de Rambouillet. Pourquoi n'a-t-on pas proposé aux Albanais l'autonomie de 15% de leur territoire au bout de trois ans, avec le loisir pour le gouvernement serbe de faire traîner indéfiniment l'application même du traité ? Israël a accepté à peu près cela, et il faudrait beaucoup de

mauvaise foi pour affirmer que Milosevic l'aurait refusé. Mais je ne cacherai pas que j'aurais trouvé cela scandaleux, et que toutes mes sympathies seraient allées aux groupes albanais refusant de tels accords. Et il se serait sans doute trouvé quelqu'un pour m'expliquer que seule cette " diplomatie patiente " pouvait faire avancer le conflit en direction d'une solution pacifique ... N'adhérant pas au pacifisme radical, je puis au contraire admettre que pour aller vers des solutions " plus justes " il faille avoir recours aux menaces voire à leur exécution. La question reste de savoir qui doit le faire, et de quelle manière. Dans le cas du Kosovo, même en supposant que le recours à la force eût été nécessaire, fallait-il bombarder des innocents tout en laissant sans protection les victimes du crime qu'on prétendait ainsi " punir " à défaut de l'empêcher ?

Pour finir Monsieur Vesque trouve révoltant que je souhaite voir M. Solana sur le banc des accusés du tribunal de La Haye. En effet, où allons-nous, si même le fait de gagner une guerre avec *zero loss* ne vous met plus à l'abri des chamailleries de ces naïfs qui pensent que les droits de l'homme sont indivisibles, et qu'une victime serbe vaut autant qu'une victime albanaise ou ... otanienne ? Qu'il y ait une hiérarchie entre les crimes (le génocide des Juifs comparé au bombardement de Dresde), qu'il puisse y avoir des différences quantitatives et qualitatives entre les " atrocités " serbes et les " bavures " otaniennes, soit. Cela ne doit pas empêcher que tous ces crimes soient examinés, que Solana comme Milosevic, Churchill et Truman comme Hitler, les dirigeants du PKK comme les dirigeants turcs répondent de leurs actes. En pratique il n'en a pas été ainsi à Nuremberg ni à Tokyo, mais cela a été tenté en Bosnie, où des membres des trois communautés ont été mis en accusation. Je constate avec regret qu'il semble plus difficile de mettre en accusation un dirigeant occidental qu'un Serbe, un Croate ou un Musulman.

Je ne puis que le répéter : le fait de se ranger du côté des puissants (*die Macht*) ou de défendre leur double morale ne peut que miner la crédibilité de tout engagement pour les droits de l'homme (*das Recht*).

RK